

FORTE MOBILISATION SUR LE FRONT SOCIAL

Le gouvernement rate sa rentrée

Le gouvernement algérien n'est pas parvenu à se prémunir contre la grogne sociale, même s'il a dû, contraint par la violence des émeutes de janvier dernier, dépenser sans compter. Visiblement, la solution imaginée est loin d'être la bonne. Preuve en est que bien des segments professionnels renouent, après un bref intermède, avec l'agitation syndicale.

Près de 40 milliards de dollars de dépensés en un semestre sans que la paix sociale, quête éperdue d'un gouvernement qui s'est voulu généreux sans toutefois renoncer au manie-

émules. Les cheminots, certainement lassés d'attendre en vain la mise sur rail d'un engagement de la direction de la SNTF, lui ont emboîté le pas, deux semaines plus tard. Se sentant bernés par les promesses de leur tutelle, les médecins spécialistes sont entrés hier en grève illimitée.

Le même jour, des retraités ont pris d'assaut la Maison du peuple pour réclamer une retraite décente, signifiant en même temps leur indignation face à la mesure de solidarité préconisée par le Premier ministre. Pendant ce temps-là, dans les tribunaux et les cours de justice, les avocats, les robes noires, comme on dit, ont dénoué leurs épitoges en signe de protestation contre le projet de loi portant organisation de la fonction d'avocat. Un texte qui, jugent-ils, tend

à remettre en cause les droits de la défense. Un sentiment largement partagé par les partis d'opposition. Ces derniers ont, en effet, considéré que le projet de loi en question, tout autant que le code communal, illustre chez le gouvernement une attitude viscéralement réfractaire au changement. Parallèlement à ces mécontentements qui donnent lieu à des débrayages, les réformes politiques promises, telles que traduites en termes de lois organiques, n'augurent pas d'un apaisement politique.

Empêtré dans ses ruses et manœuvres, le gouvernement a manqué de réaliser que l'argent, même servi par liasses, ne garantit pas la paix sociale. Octobre qui s'achève le rappelle à cette réalité.

Sofiane Aït Iflis

ILS ONT TENTÉ D'OCCUPER LA RUE

Les retraités tirent à boulets rouges sur Sidi Saïd

Une vague de colère a déferlé hier sur la Centrale syndicale. Des centaines de retraités s'y sont rassemblés hier avant de tenter d'occuper la rue. Un important dispositif sécuritaire a été déployé pour les en empêcher. Les retraités, révoltés par leurs conditions de vie, ont pris pour cible le patron de l'UGTA qu'ils accusent de ne rien faire pour arracher une revalorisation des pensions de retraite.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Dès neuf heures du matin, ils étaient très nombreux à prendre d'assaut la Centrale syndicale pour un rassemblement qu'ils ont voulu indépendant de toute tutelle.

Hommes et femmes étaient venus crier leur colère, ciblant Sidi Saïd qu'ils accusaient ouvertement de n'avoir rien fait pour arracher lors de la dernière tripartite une décision en faveur des augmentations des pensions de retraite.

Des slogans hostiles au patron de l'UGTA ont été scandés sous le balcon de ce dernier. «Sidi Saïd dégage !», ont crié des centaines de retraités reprochant à la Centrale syndicale son manque d'engagement auprès des retraités avant que le signal ne soit donné pour une tentative de franchir le portail de la Centrale.

Excédé, un groupe de retraités a en effet réussi à convaincre les autres que seule l'occupation de la rue peut pousser les pouvoirs publics à enfin se pencher sur la situation des retraités. Il n'en fallait pas plus pour que, comme un seul homme, les retraités se ruent vers le portail.

Scandant des «On est morts», «Stop à la misère», ils ont fait une tentative de sortir aussitôt avortée par l'impressionnant dispositif de sécurité déployé autour de la Centrale syndicale. Les policiers ont en effet réagi promptement en empê-

chant les retraités de franchir le seuil de la Centrale syndicale.

Un face-à-face inédit entre policiers et retraités a duré plus d'une heure. Des retraités bien décidés à sortir ont été rudoyés. L'un d'entre eux s'est retrouvé à terre suite à un mouvement de foule. Son état a nécessité des soins d'urgence pour lui permettre de reprendre une respiration normale. Déjà très remontés contre les représentants syndicaux, les retraités sont entrés dans une colère noire en raison du dispositif policier disproportionné déployé tout autour de la Centrale syndicale.

«Nous sommes âgés et presque tous atteints de maladies chroniques, à quoi sert tout ce dispositif



Hommes et femmes, ils sont venus crier leur colère.

Ils ne vont quand même pas nous frapper !» s'est indignée une retraitée en voyant arrivée des camions entiers de brigades anti-émeutes.

Au terme d'une heure d'un face-à-face inédit entre policiers et retraités, Sidi Saïd est finalement allé à la rencontre des retraités. Une ren-

contre houleuse puisque ce dernier a échappé au lynchage. Des retraités particulièrement en colère ne se sont pas retenus de lui dire tout le mal qu'il pensait de lui. La bousculade qui a suivi l'arrivée du patron de l'UGTA a eu pour conséquence une vitre cassée. Sidi Saïd a été forcé à rebrousser chemin pour élire domicile dans une salle de conférences dans laquelle l'ont suivi des retraités. Il leur dira de patienter, promettant qu'en novembre des mesures seront annoncées en leur faveur. Les retraités feront savoir qu'ils ne veulent pas «de mesure de solidarité» et qu'ils attendaient une véritable revalorisation des pensions de retraite.

En attendant cette hypothétique augmentation, les retraités ont renoué avec un quotidien fait de fins de mois difficiles, de pensions les forçant à choisir entre se nourrir ou se soigner et les condamnant à survivre après avoir cotisé de longues années.

N. I.

Rassemblement de protestation des retraités à Oran

Les pancartes portées à bout de bras écrites à la peinture rouge «Dignité, respect, alignement des retraites, pas de mendicité !», en disaient long, hier matin, sur la situation sociale des retraités ayant participé au sit-in de protestation à Oran.

L'appel à cette action émanait des retraités du secteur de l'éducation, mais au final ce sont plus d'une centaine de retraités affiliés à la FNTR et issus de tous les secteurs qui se sont retrouvés face au siège de la Caisse nationale des retraites d'Oran.

Nombre d'entre eux ne cachent pas leur colère en ciblant Sidi Saïd, sommé «de rendre l'argent des retraités qu'il avait donné à Khalifa

Bank» ou encore les pouvoirs publics «qui s'assurent, eux, des retraites dorées» avec parfois des phrases très imagées comme celle qui nous sera citée par un retraité de la Fonction publique «Bouteflika a fait sa traversée du désert, nous, nous faisons la traversée de la misère !».

En fait, ces retraités qui manifestaient hier sont ceux qui ont le plus bas niveau de retraites variant de

6 000 à 18 000 DA au mieux. Lors de leur cessation d'activités, les salaires de base suffisaient pour vivre en fonction du niveau de vie de l'époque mais, ces 15 dernières années le coût de la vie a atteint des sommets, témoignent les retraités : «Le coût de la vie a augmenté de 1 000 %, ceux qui sortent aujourd'hui en retraite auront des pensions confortables mais nous qui avons pris notre retraite il y a 15 ans, nous sommes plongés dans la misère et la mendicité.

Nous sommes en plus souvent malades et devons faire vivre nos familles et nos enfants sont souvent au chômage», racontent nombre

d'entre eux. D'où cette revendication d'alignement des retraites et de prise en compte de l'inflation, 10% d'augmentation ne couvrant même pas le niveau d'augmentation des prix, nous ont-ils encore expliqué.

Les représentants de la FNTR présents au rassemblement ont appuyé cette action et en promettent d'autres si le gouvernement ne leur donne pas les moyens de vivre dignement et décemment.

«Nous nous coucherons dans les rues s'il le faut», ont promis les retraités.

F. M.

PREMIER JOUR DE LA GRÈVE DES PRATICIENS SPÉCIALISTES

Le mot d'ordre largement suivi

Les médecins spécialistes ont entamé, hier, leur premier jour de débrayage. Le taux moyen de suivi a été estimé à 75% par le Syndicat autonome des praticiens de santé publique (SNPSSP). Le personnel gréviste est décidé à rester mobilisé jusqu'à satisfaction de sa plateforme de revendications.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le secteur de la santé est de nouveau agité. Les praticiens spécialistes de la santé publique, qui estiment que leurs revendications portées depuis plusieurs années sont encore loin d'être satisfaites, reviennent à la charge.

Après une trêve qui a duré près de cinq mois, les praticiens spécialistes de santé publique renouent avec la protestation. «Le seul moyen

de défendre le système de santé publique et le malade» regrettent-ils.

Hier, au CHU Mustapha-Pacha, à Alger, les praticiens spécialistes n'ont pas assuré le service. Consultations et interventions chirurgicales froides sont reportées, seul le service minimum est assuré.

«Le ministre a tenu beaucoup de promesses qu'il a n'a pas tenues. Nous avons gelé à plusieurs reprises nos mouvements de protestation

suite à ses engagements, aujourd'hui, nous exigeons des applications sur le terrain», a déclaré un médecin gréviste.

Selon ce dernier, les médecins spécialistes étaient les premiers à avoir demandé l'amendement du statut particulier et la révision du régime indemnitaire sans jamais avoir eu une réponse favorable.

«Ce qui a été impossible pour nous est possible pour les autres secteurs, notamment celui de l'éducation dont le statut sera révisé sous la pression après un mouvement de grève. C'est pour ces raisons que nous revenons à la grève», a souligné un spécialiste. Le ministre de la

Santé, s'exprimant récemment sur l'appel à la grève du SNPSSP, a estimé que ce mouvement est injustifié.

Selon le premier responsable du secteur de la santé, les revendications des praticiens spécialistes de la santé publique ont été satisfaites notamment les salaires qui sont passés de 80 000 dinars à 160 000 dinars.

Cependant, contrairement aux affirmations du premier responsable du secteur, les praticiens affirment que leurs préoccupations n'ont toujours pas trouvé d'écho. «Je suis principale depuis 24 ans et je vous assure que mon salaire mensuel avec les différentes augmentations

ne dépasse pas les 120 000 DA. Le salaire d'un spécialiste débutant est à peine à 70 000 DA et près de 3 000 spécialistes attendent de passer le concours de graduation depuis des années. Voilà pourquoi nous ne sommes pas contents», a déclaré un gréviste.

Le taux de suivi a été estimé hier, à 75 % à l'échelle nationale. Dans certaines wilayas, le taux a atteint les 100% à l'exemple de Mascara, a affirmé le D' Youcefi, président du SNPSSP. Le syndicat n'envisage pas d'apaisement avant la concrétisation effective de sa plateforme de revendications.

S. A.